

parlons pas de la guerre des étoiles, car elle ne créera pas d'emploi. Parlons plutôt d'une base d'entraînement de l'OTAN qui permettrait au gouvernement de gagner de l'argent et d'attirer des entreprises étrangères à Goose Bay, comme c'est déjà le cas, ce qui présenterait des avantages financiers. Ces entreprises seraient des hôtes payants. A mon avis, l'établissement d'une base d'entraînement de l'OTAN à Goose Bay nous permettrait non seulement de respecter nos engagements envers l'OTAN...

● (1550)

M. Crosbie: Pourquoi ne l'avez-vous pas fait?

M. Rompkey: Nous l'avons fait. Nous avons conclu une entente avec l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne. Les Américains sont là. Nous avons commencé, il vous suffit de continuer et d'établir une base d'entraînement de l'OTAN à Goose Bay. Si nous étions restés assez longtemps, nous en aurions fait davantage.

M. Crosbie: Nous avons les Norvégiens.

M. Rompkey: Voilà une suggestion positive que je peux faire au gouvernement du Canada. Ce serait une bonne façon d'aider la région et d'attirer des devises étrangères au Canada.

Deuxièmement, le gouvernement pourrait établir une société de développement de la pêche au nord de Terre-Neuve et au Labrador. Le ministre de la Justice a déclaré gaiement: «S'il n'y a rien d'autre, l'Accord de l'Atlantique compensera toutes les lacunes». Qu'il aille dire cela aux habitants de la côte du Labrador. C'est absolument insensé. Cela n'apportera rien, dans l'immédiat, aux citoyens de cette région.

Il faudrait améliorer la pêche dans la région. Il faudrait créer une société de développement de la pêche dans le Nord.

Je tiens toutefois à dire ce que le gouvernement a fait. Nous avons réservé 15 millions de dollars pour la société de développement de la pêche dans le Nord.

M. Crosbie: Où était cette société lorsque nous en avions besoin?

M. Rompkey: Le ministre des Pêches a répondu...

M. Crosbie: Ce sont des balivernes.

M. Rompkey: Cela figure noir sur blanc. C'est dans le harsard.

M. Crosbie: C'est contraire à la vérité.

M. Rompkey: En répondant à une question à la Chambre il a reconnu que les 15 millions de dollars que nous avions réservés...

M. Crosbie: Vous avez laissé un déficit de 34 milliards de dollars. Voilà ce que vous avez laissé.

M. Rompkey: Vous n'avez qu'à lire le harsard.

M. Crosbie: Où sont ces 15 millions de dollars?

M. Rompkey: C'est écrit noir sur blanc, monsieur le Président.

M. Crosbie: Un déficit de 34 milliards de dollars. Vous n'avez laissé que des dettes et un déficit de 200 milliards de dollars.

Les subsides

M. Rompkey: Monsieur le Président, le ministre de la Justice avait une chance, aussi faible soit-elle, mais il n'en a pas profité. Tels sont néanmoins les faits.

Si le gouvernement désire vraiment faire quelque chose pour les citoyens de cette région, il devrait débloquer de nouveau cet argent et créer la société de développement de la pêche dans le Nord pour qu'ils aient un chance de s'en sortir. Ce n'est pas le pétrole qui sauvera les habitants de la côte du Labrador.

Même si nous avons déjà entendu ces idioties, j'ai expliqué certains des besoins que nous avons. C'est une motion très sérieuse, car, jusqu'à présent, tout ce que le gouvernement a essayé de faire, c'est encourager le secteur privé. En s'en remettant au secteur privé et en essayant de s'attaquer aux problèmes financiers du pays, le gouvernement a supprimé des programmes. Même si j'admets que, dans certaines parties du pays les suppressions sont raisonnables, c'est un désastre dans d'autres régions où l'infrastructure et l'économie ne sont pas en aussi bonne santé et où le secteur privé est faible. Le résultat, c'est que les emplois disparaissent au lieu de se multiplier.

J'espère que le budget contiendra une approche positive et réaliste des problèmes de la région de l'Atlantique, car cela n'a pas été le cas jusqu'à présent.

M. le vice-président: Questions ou observations? Sinon, nous reprenons le débat.

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, il est assez inhabituel pour un député d'être pris en sandwich entre deux Terre-Neuviens de premier plan, surtout dans un important débat comme celui-ci. Je ne sais pas si je serai à la hauteur.

Néanmoins, après avoir écouté le député et d'autres avant lui, je peux dire que le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) et le ministre de la Justice (M. Crosbie) ont déjà assez bien démolé la motion à eux deux. Cette motion est aussi discréditée par le fait que, cet après-midi, la majeure partie du temps, le parti d'opposition qui l'a présentée n'avait qu'un seul représentant à la Chambre ou parfois deux. C'est presque aussi lamentable que les neuf députés qu'ils ont réussi à réunir pour le vote sur la fameuse motion de vendredi dernier.

M. Crosbie: Demandons un vote!

M. Mazankowski: Cette motion est très importante même si elle est inexacte. Elle nous donne l'occasion de discuter de questions cruciales pour les provinces de l'Atlantique.

Je suis arrivé à la Chambre en 1968. A l'époque, un des problèmes dont on parlait le plus au Canada était les disparités régionales. Je crois d'ailleurs que cette question a été au centre de la campagne électorale de 1968. Je le souligne simplement parce que le problème demeure aujourd'hui. En présentant cette motion, le parti libéral dresse en fait un constat d'échec pour les 16 ans pendant lesquels il a fait preuve de stupidité sur le plan économique. Rien n'a changé pendant cette période, et la situation s'est même détériorée.